Réponses

Commission scolaire des Patriotes

Madame Roberge,

Tout d'abord, merci de nous interpeller sur l'important enjeu de l'éducation. Mon engagement professionnel auprès des jeunes en très grande difficulté pendant plusieurs décennies, m'a rappelé, jour après jour, l'importance de miser sur une éducation de très grande qualité, si nous voulions qu'individuellement et collectivement, nous puissions réaliser notre plein potentiel.

Pendant, un moment, j'ai agi comme membre et président du conseil d'établissement de l'École secondaire de Mortagne, où j'ai pu apporter ma contribution à l'exercice de la démocratie scolaire dans le meilleur intérêt des élèves, des parents, ainsi que des enseignants et administrateurs.

Aussi, j'ai été au tournant des années 2000, président-fondateur d'une entreprise d'insertion socio-professionnelle. Je connais bien les besoins de nos jeunes, lorsque vient le moment de développer leur habiletés sociales et professionnelles, éléments essentiels d'un intégration réussie sur le marché du travail.

Comment allez-vous soutenir ce modèle de gouvernance et valoriser le rôle des élus scolaires? De quelle façon comptez-vous collaborer avec la CSP afin de favoriser la participation citoyenne aux prochaines élections scolaires? Donnerez-vous suite au mandat clair qui a été confié récemment au Directeur général des élections, notamment la mise en place du vote électronique?

Contrairement à certains esprits chagrins, ce n'est pas moins, mais plus de démocratie qu'il nous faut, dans toutes nos grandes institutions, y compris les commissions scolaires.

Donc, au lieu de les abolir, il faut revaloriser leur contribution.

Et oui, il faudra favoriser une meilleure connaissance de notre commission scolaire, revoir le mode de scrutin et se donner les moyens de rapprocher les élus de leurs commettants.

Que proposez-vous pour répondre au besoin d'ajout de ressources? Que ferez-vous pour nous aider à résoudre la pénurie de main-d'œuvre et pour valoriser les professions en éducation?

Il nous faut, comme société, revaloriser le rôle des enseignantes et enseignants. Pour moi cela passe par de meilleures conditions d'exercice, notamment des ratios maître-élèves qui permettent de réellement consacrer le temps nécessaire et suffisant à un apprentissage de qualité. Nous le savons tous, de nombreux élèves présentent des difficultés importantes et pour leur donner une chance réelle de se développer, il n'y a pas de substitut à la qualité du lien qui doit être établi entre le maître et chacun d'eux.

Cette revalorisation passe aussi par un plan de développement robuste pour nos enseignants. Il nous faut former, former et toujours former mieux, chacun d'eux, pour les équiper toujours mieux aux réalités en évolution dans nos écoles.

La meilleure façon de combattre la pénurie, c'est de retenir celles et ceux qui ont choisi cette noble profession. Il n'y a pas de recette miracle, plus un enseignant se sentira compétent et en pleine possession de ces moyens, plus il maintiendra son engagement et son attachement à la profession.

Finalement, les enseignants doivent être au cœur de l'équipe multidisciplinaire qui se charge de venir en aide aux élèves en plus grand besoin. Il sont, de facto, les intervenantspivots, ceux qui connaissent le mieux les besoins de leurs élèves et les plus compétents pour coordonner les actions de tous, professionnels et parents.

Quelles sont les solutions durables que vous proposez pour pallier au manque de locaux et à l'accès à des terrains adéquats?

Si nous sommes élus, nous mettrons en branle un vaste chantier de rénovation et de construction d'écoles. Nos écoles doivent être attrayantes, il s'agit d'une condition essentielle à un climat pédagogique et organisationnel de qualité.

En ce qui concerne les terrains, je suis d'avis que tous les projets domiciliaires d'envergure devraient inclure des terrains spécifiquement dédiés aux usages institutionnels, y compris bien sûr, les écoles. Ce genre d'arrangement doit bien sûr être entendu avec les villes.

Quels sont vos engagements quant à la valorisation de la formation professionnelle et l'amélioration de l'accessibilité d'un plus grand nombre d'élèves au Centre de formation professionnelles des Patriotes?

La formation professionnelle est la voie royale de l'accession à certains métiers essentiels au bon fonctionnement de notre société. La formation professionnelle n'est pas et ne sera jamais une voie de garage, bien au contraire. C'est pourquoi, elle doit être traitée avec les mêmes égards que la formation générale, en terme de promotion, de budget et de soutien administratif ou autres.

Quelles sont vos propositions pour assurer que la baisse de revenus de taxe de 10 millions à la CSP qui est actuellement compensée par le gouvernement ne se traduise pas éventuellement par une perte de revenus pour la CSP?

Dès notre élection, et une fois le niveau de ressources rétabli, nous entendons adopter un projet de loi bouclier de protection budgétaire pour les services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse.

De quelle façon allez-vous améliorer le financement de l'éducation des adultes et soutenir la CSP afin de favoriser la scolarisation des adultes de son territoire?

Pour moi, l'éducation doit faire partie du projet de vie permanent des personnes, de l'enfance à la vieillesse. Les budgets doivent être en concordance avec cette vision. Plus spécifiquement, nous allons lancer un grand chantier d'enrichissement collectif pour lutter contre l'analphabétisme et l'illettrisme. Plus de 300 000 Québécois sont affligés de ce problème qui nuit considérablement à l'exercice de leur pleine citoyenneté et leur intégration au travail.

De façon concrète, quels sont vos engagements afin de soutenir la CSP dans la réalisation de ses objectifs qui visent ultimement à augmenter le nombre d'élèves diplômés et qualifiés chaque année?

Tel qu'annoncer, nous verrons à adopter un projet de loi bouclier de protection budgétaire pour les services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse.

Avec cette protection, il ne sera plus possible de jouer au yo-yo avec le développement de nos enfants.

Aussi, nous allons instaurer un seuil garanti de services professionnels directs aux élèves qui fréquentent l'école publique et les centres de formation aux adultes. Il ne devrait plus être possible que des enfants qui ont reçu un plan d'intervention individualisé ne reçoivent pas dans un délai raisonnable les services auxquels ils ont droit.

Il n'y a pas de substitut à l'accompagnement personnalisé des élèves à risque de décrochage scolaire et pour cela, les ressources doivent être au rendez-vous.

Enfin, comme élu, j'entends être un partenaire présent à vos côtés pour mener les batailles nécessaires à l'éducation de qualité que nous souhaitons tous.

Daniel Michelin

Candidat Parti Québécois de Montarville